

Des redevances-remises pour réduire les émissions de GES

Page A 3



Une bousculade fait 21 morts dans une boîte de nuit

Page A 6

www.ledavoir.com

# LE DEVOIR

VOL. XCIV N° 34

LE MARDI 18 FÉVRIER 2003

87c + TAXES = 1\$

PERSPECTIVES

## Le veto de la rue

## L'Europe recolle les morceaux

Les Quinze recherchent une solution pacifique à la crise irakienne sous l'égide de l'ONU, mais n'excluent pas une guerre « en dernier recours »

On pourrait l'appeler la Toile contre la guerre. Les Américains qui ne voulaient pas se rendre à New York ou à San Francisco ce week-end pour protester contre les projets irakiens de George Bush pouvaient consulter le site Web de United for Peace and Justice, qui contenait la liste complète des dizaines de villes américaines où des marches étaient organisées,



Guy Taillefer

avec heure et point de départ. De Shreveport, Maine, à Fort Smith, Arkansas, à Flagstaff, Arizona. Au lendemain des manifestations qui ont mobilisé dix millions de personnes à travers le monde,

le mouvement antiguerre nage dans une certaine euphorie. Et Internet y est sans doute pour quelque chose dans cette réaction phénoménale de l'opinion publique planétaire à l'idée d'une guerre contre Saddam Hussein.

«Le Net nous est immensément utile», affirme Scott Lynch, porte-parole de Peace Action, une organisation qui fait partie de United for Peace, la large coalition antiguerre qui a organisé les dernières manifestations aux États-Unis. À l'échelle locale et internationale, le Web «brise l'isolement» entre les forces d'un mouvement de paix qui n'est ni mieux nanti ni moins éclaté qu'auparavant.

VOIR PAGE A 10: VETO



YVES HERMAN REUTERS

Deux alliés des États-Unis sur la question irakienne, les chefs des gouvernements britannique, Tony Blair, et italien, Silvio Berlusconi, discutent ferme peu avant le début du sommet de l'Union européenne sur la question irakienne, hier, à Bruxelles. Les Quinze ont finalement accouché d'un compromis qui stipule que le recours à la force ne sera envisagé qu'en dernier recours.

D'APRÈS L'AFP ET REUTERS

Bruxelles — Les dirigeants de l'Union européenne réunis en sommet hier soir à Bruxelles ont restauré une unité de façade sur la crise irakienne, en adoptant un texte commun qui prône la recherche d'une solution pacifique sous l'égide de l'ONU, mais n'exclut pas une guerre «en dernier recours».

Avec cet accord, la «mini crise en Europe a été, semble-t-il, surmontée», a affirmé le président français Jacques Chirac à l'issue du sommet. Nous avons observé un vrai rapprochement.

«Il n'a certainement pas été simple de nous retrouver ici, et il n'a pas été simple de parvenir à une position commune», a souligné de son côté le chancelier allemand Gerhard Schröder, dont le pays est le seul dans l'UE à avoir exclu de participer à toute intervention armée en Irak.

Les Quinze s'étaient difficilement entendus fin janvier, au niveau des ministres des Affaires étrangères, sur une ligne commune minimaliste de soutien à l'ONU. Mais ils avaient étalé depuis leurs divisions, entre les opposants à une action militaire à brève échéance contre Bagdad, emmenés par M. Chirac, et les tenants d'un soutien à la stratégie guerrière des États-Unis, regroupés derrière le premier ministre britannique Tony Blair. «La guerre n'est pas inévitable. La force ne devrait être autorisée qu'en dernier recours», stipule finalement la déclaration commune approuvée hier.

VOIR PAGE A 10: EUROPE

Autres textes en page A 7

## La semence interdite des clones

L'un des «créateurs» de Starbuck II réclame le droit de commercialisation

PAULINE GRAVEL LE DEVOIR

Le sperme de Starbuck II, le clone du célèbre et défunt taureau Hanoverhill Starbuck dont la semence était recherchée par les producteurs laitiers du monde entier, s'accumule dans les congélateurs du Centre d'insémination artificielle du Québec (CIAQ). À l'instar des autres pays du monde, le Canada n'a toujours pas arrêté une position claire sur les animaux clonés. Pour cette raison, il est actuellement défendu de commercialiser autant la semence que la viande des animaux clonés au Canada. Mais il n'est pas impossible que cet interdit soit levé, au grand dam du Conseil des Canadiens, une organisation sans but lucratif qui représente 100 000 citoyens canadiens, qui réclame des études approfondies sur ces clones.

«Les animaux clonés se retrouvent face à un vide juridique autant au Canada, aux États-Unis qu'ailleurs dans le monde.

VOIR PAGE A 10: CLONES



## Tout sur le cirque

L'École nationale de cirque de Montréal négocie l'acquisition d'une collection européenne majeure

STÉPHANE BAILLARGEON LE DEVOIR

L'École nationale de cirque de Montréal (ENCM) négocie l'acquisition d'une importante collection européenne de livres, de documents et d'œuvres d'art reliés au cirque.

Le lot compte plus de 2500 livres spécialisés et plusieurs mètres linéaires de documents divers, comprenant des programmes, des affiches, des gravures, mais aussi des sculptures et d'autres objets d'art, dont certains remontant au XVI<sup>e</sup> siècle.

La collection exceptionnelle appartient au Français Pascal Jacob, lui-même artiste du cirque (on lui doit des costumes et des mises en scène) doublé d'un «circologue» réputé. M. Jacob enseigne régulièrement dans les plus grandes écoles de formation du monde (dont l'ENCM). Il a publié plusieurs ouvrages, dont *Le cirque, un art à la croisée des chemins* (Découvertes, Gallimard).

«Ça pourrait être une acquisition majeure pour notre institution, notre milieu, Montréal et tout le pays, dit Marc Lalonde, directeur de l'École. En fait, il n'y a pas beaucoup d'équivalents dans le monde d'une telle collection.»

Le directeur Lalonde veut en faire le noyau dur du centre de documentation de son institution. L'ENCM quittera dans quelques mois l'ancienne gare Dalhousie, dans le Vieux-Montréal, pour intégrer un tout nouveau bâtiment d'une vingtaine de millions, en construction sur la Cité des arts du cirque, dans le quartier Saint-Michel. L'École doit ouvrir l'automne prochain.

«Ce ne sera pas seulement le centre de documentation de notre école, corrige le directeur, mais une très riche ressource pour tout le milieu et pour toutes les personnes intéressées par cet art.»



KEYSTONE-HULTON GETTY PHOTO ARCHIVE

Cette photographie, datée du 21 décembre 1956, montre l'artiste de cirque Fred Lony, de la Latvia, maintenant entre ses dents un assemblage de 22 chaises de bois, lors d'une représentation du Tom Arnold's Circus, à Londres. Ce type de documents pourrait se retrouver au centre de documentation de l'ENCM.

Il note aussi qu'en Europe, les collections documentaires circassiennes demeurent souvent ensevelies dans d'énormes ensembles documentaires, ce qui n'en facilite pas la diffusion. «Notre centre va assurer une vie active à la collection Jacob», promet-il.

Le collectionneur confirme que l'intérêt de céder ses trésors ici vient de cette volonté de diffusion élargie. «En France, aucune insti-

tution publique ne veut d'une collection privée, dit le spécialiste, rencontré il y a deux semaines, à Montréal. Je ne fais pas du business. Mon premier souci, c'est que d'autres passionnés du cirque profitent de la collection. La bibliothèque, je vais pouvoir la consulter sur place moi aussi, mais je serai encore plus heureux de savoir que

VOIR PAGE A 10: CIRQUE

ASSURANCE

## Canada-Vie passe à la Great-West pour 7,3 milliards

Refusant de s'offrir à la Financière Manuvie, Canada-Vie s'en est remise à l'offre amicale d'une Great-West se présentant en chevalier blanc. Une transaction de 7,3 milliards, 15 % supérieure à celle de Manuvie qui, si elle était effectuée, permettrait à Power Corp. d'abriter le plus important assureur au pays en termes de revenu et d'actif. Et de voir le tiers de la population canadienne composer sa clientèle. Les grandes manœuvres chez les assureurs canadiens se sont donc intensifiées hier, plaçant le holding de la famille Desmarais aux premières loges d'une reconfiguration devant, à plus ou moins brève échéance, donner le coup d'envoi aux fusions dans le domaine bancaire.

Nos informations en page B 1



MIKE CASSESE REUTERS

Le président de la Great-West, Raymond L. McFeeters et le président du conseil de Canada-Vie, David A. Nield, après l'annonce de l'entente conclue hier à Toronto.

INDEX

Annonces.....	B 4	Idées.....	A 9
Avis publics.....	B 5	Météo.....	B 4
Bourse.....	B 2	Monde.....	A 6
Culture.....	B 7	Mots croisés.....	B 4
Économie.....	B 1	Sports.....	B 6
Éditorial.....	A 8	Télévision.....	B 7



## • LES ACTUALITÉS •

21 morts

## É.-U.: la pire tempête de neige depuis 1996

ASSOCIATED PRESS

Washington — Vingt-et-un morts, des dizaines de milliers de foyers privés d'électricité, les aéroports de Washington, Baltimore, New York et Philadelphie paralysés: le centre et l'Est des États-Unis étaient touchés hier par la plus violente tempête de neige depuis 1996.

Les intempéries, accompagnées de chutes de neige de 43cm à Philadelphie et 38cm à Washington, sont dues à un vaste système dépressionnaire actif depuis vendredi et qui s'étendait hier des Appalaches, dans le centre, à la côte Atlantique. Selon un bilan provisoire des services de secours, neige, inondations, froid et verglas ont provoqué des accidents responsables de deux morts dans l'Illinois, un dans le Nebraska, six en Virginie-Occidentale, six dans le Missouri, un dans l'Ohio, un dans le New Jersey et quatre dans l'Iowa.

Deux enfants sont portés disparus dans le Tennessee. La voiture où il se trouvait a été emportée par les eaux. Plus de 235 000 consommateurs étaient privés d'électricité. Il est tombé jusqu'à 1,25 mètre de neige dans les Appalaches et 69cm dans le comté de Berkeley (centre), a précisé le Service météorologique national (NWS).

Le trafic aérien était pratiquement paralysé. Les aéroports de Washington, Baltimore, Philadelphie et New York ont fermé. Les liaisons ferroviaires entre Washington et Richmond, en Virginie ont été suspendues, ainsi qu'environ 25% du trafic de la compagnie Amtrak à destination du nord-est.

A Washington, la couche de neige, de 40 cm, est si épaisse qu'il faudra probablement pas loin de trois jours pour tout dégager. Le gouverneur de l'Ohio Bob Taft a déclaré l'état de catastrophe naturelle dans trois comtés. L'état d'urgence ou de catastrophe naturelle a également été déclaré à New York, dans le Kentucky, le New Jersey, la Virginie occidentale, le Maryland et le Delaware.

Le maire de New York Michael Bloomberg a estimé que la tempête, qui a fait tomber 50 cm de neige, avait coûté environ 20 millions de dollars à sa ville.

Québec cherche des moyens de réduire la facture du projet

## Les médecins disent non à un CHUM morcelé

La radio-oncologie resterait à l'hôpital Notre-Dame, selon un des scénarios à l'étude

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

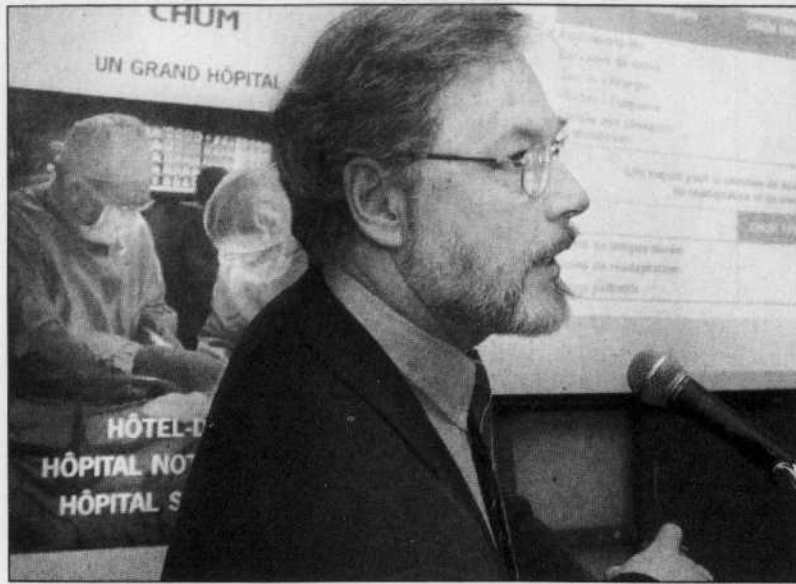
Alors que Québec examine des façons de réduire la facture éphémère du futur CHUM Saint-Denis, les chefs de département du Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM) pressent Québec de ne pas céder à la tentation d'éparpiller les services et de perpétuer l'inefficacité actuelle.

Alertés par les rumeurs qui veulent que Québec étudie un scénario prévoyant le maintien à l'hôpital Notre-Dame des services de radio-oncologie du futur CHUM, les chefs de département s'inquiètent. D'ici à quelques semaines, le ministre de la Santé, François Legault, doit annoncer ses intentions au sujet de ce projet d'importance. Mais plusieurs scénarios, favorisant une réduction de la taille du projet, ont déjà commencé à circuler en coulisses.

Ces médecins du CHUM ont donc répété la nécessité de regrouper sur un seul site la totalité des services cliniques, l'enseignement et la recherche. «On a essayé de le faire [fonctionner] sur trois sites. On sait que ce n'est pas ce mode de fonctionnement qui est efficace. Aujourd'hui, nous réaffirmons haut et fort que les 35 spécialités médicales doivent être réunies sur un site unique», a insisté hier le Dr André Lacroix, porte-parole de cette table de chefs.

Aux critiques qui comparent le projet à l'onéreux stade olympique, le Dr Lacroix soutient que le bien-fondé de l'investissement d'un milliard n'a plus à être démontré. «Il ne s'agit pas d'un projet de grandeur disproportionnée. On parle d'une activité prioritaire pour les Québécois: la santé et des équipements qui vont durer 50 ans. Les besoins en services de santé ne vont pas aller en diminuant, mais en augmentant au cours des prochaines années», a-t-il ajouté.

Selon ces médecins, le coût évolutif de construction de 1,6 milliard se compose environ au tiers d'équipements qu'il faudra également remplacer d'ici à 10 ans, même en demeu-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le Dr André Lacroix, porte-parole des chefs de département du CHUM, estime que le projet de construction n'est pas disproportionné au regard des besoins des Québécois qui, dit-il, vont aller «en augmentant au cours des prochaines années».

rant dans les bâtisses actuelles. D'après le Dr Lacroix, la création d'un CHUM unifié est aussi cruciale pour maintenir le statut concurrentiel de Montréal dans l'industrie du savoir. Avec plus de 10 000 employés dont 300 chercheurs, le CHUM demeure le second employeur de la métropole en importance et joue un rôle de taille dans l'attraction des compagnies pharmaceutiques et de biotechnologies.

Selon des estimations de la Chambre de commerce de Montréal, la construction de l'hôpital de 853 lits entraînerait des retombées économiques de quelque 3,5 milliards et créera au moins 25 000 emplois par année.

Le chef du département de radio-oncologie, le Dr Jean-Paul Bahary, qui avait déjà décrié la semaine dernière l'idée d'isoler la radio-oncologie du reste du CHUM, a reformulé les mêmes mises en garde. «On ne peut revivre cela et continuer d'être non fonctionnels», a-t-il dit.

La création d'un hôpital surspécialisé sur un site devient d'autant plus pressante que le CHUM verra bientôt sa population d'étudiants et de stagiaires gonfler de 85 %, plaident ces médecins. De 2900 en 2000, le nombre de stagiaires sera propulsé à 5500 dès 2006. Quant aux services, ils seront eux aussi appelés à croître, affirment ces médecins.

Le futur hôpital devrait recevoir plus de 560 000 visites à ses cliniques ambulatoires en 2010, une hausse de 72 000 par rapport à 1999. Le nombre de soins passera quant à lui de 65 000 à 82 000 dans huit ans. Pour réaliser ce défi, il faudra un CHUM efficace et moderne, rappelle le Dr Lacroix.

«On pourra toujours réutiliser les anciens hôpitaux pour faire des centres d'hébergement et de soins de longue durée, car il y a un manque criant, plutôt que de construire des CHSLD neufs et de continuer à fonctionner dans des hôpitaux inefficaces», plaide-t-il.

## Avec la France, Charest veut miser sur l'économie

CHRISTIAN RIOUX  
CORRESPONDANT DU DEVOIR

Paris — De passage à Paris, Jean Charest dit vouloir donner un nouveau souffle aux relations avec la France en misant sur l'économie. Le chef de l'opposition a rencontré hier le premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, pendant 45 minutes ainsi que deux de ses conseillers à l'occasion d'une visite de trois jours surtout axée sur la santé.

Il réagissait ainsi aux suggestions du premier ministre français, qui a plusieurs fois visité le Québec lorsqu'il était président de région. Prenant exemple sur les conférences Futuralia (qui réunissent des entreprises françaises et québécoises), Jean Charest se dit intéressé à ce que les deux pays lancent des opérations économiques semblables vers d'autres pays.

«Il y a des actions qu'on pourrait poser ensemble ailleurs [...] Le Québec et la France pourraient ensemble faire des missions sur d'autres pays. S'appuyant l'un sur l'autre, on pourrait en faire davantage.»

La France continuera, dit-il, d'occuper le premier rang de la politique internationale d'un gouvernement libéral. «C'est le seul pays avec qui nous avons une relation diplomatique directe et où nous sommes reconnus au niveau d'ambassade.»

«Les délégations sont là pour rester», poursuit le chef de l'opposition, même s'il propose toujours de geler les budgets de tous les ministères, sauf ceux de la Santé et de l'Éducation. Le projet de créer à Paris une Maison Québec-Europe à vocation culturelle lui semble «plein de mérite». «Il recevra une grande attention» d'un futur gouvernement libéral, dit-il.

Jean Charest a aussi rencontré le nouveau secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf. Il lui a suggéré que le sommet francophone de 1998 se tienne à Québec alors que la capitale fêtera son 400<sup>e</sup> anniversaire.

Jean Charest a réagi à la manifestation monstre qui s'est déroulée à Montréal samedi contre une intervention militaire en Irak. «La réaction populaire québécoise est conforme à nos valeurs. Les Québécois ont toujours favorisé les organismes multilatéraux.»

Jean Charest a d'ailleurs rencontré par hasard, à l'aéroport, le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin. Il en a profité pour le féliciter de son intervention de vendredi à l'ONU. «Je suis d'avis qu'une intervention doit se faire sous l'égide de l'ONU.»

Pour le reste, la visite de Jean Charest s'est surtout intéressée au système de santé français. Le chef de l'opposition a visité le nouvel Hôpital Georges Pompidou, un projet qui a des points communs avec les deux hôpitaux universitaires projetés à Montréal.

Même si la France possède deux fois plus de médecins par habitant que le Québec et un budget social très déficitaire, Jean Charest se dit intéressé par les cliniques privées françaises. Il y voit une façon de combiner les efforts du privés avec un financement public.

Hausse du prix de l'essence

## Les pétrolières devront s'expliquer

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le Bloc québécois a réussi, hier, à faire adopter une motion qui forcera les représentants de sociétés pétrolières à s'expliquer devant un comité des Communes sur les récentes hausses du prix de l'essence.

«On se substitue au ministre [de l'Industrie, Allan Rock], parce qu'il n'a pas pris ses responsabilités», a déclaré, non sans fierté, le député bloquiste Paul Crête, qui a convaincu ses collègues des autres partis de l'urgence de la situation.

Depuis plus d'une semaine, le ministre Rock répète que les prix de l'essence au détail ne sont pas régis par Ottawa, mais plutôt par les provinces. Le Bloc ne nie pas ce fait, mais il estime que le Bureau fédéral

de la concurrence devrait se pencher sur les forts profits des pétrolières dans le secteur du raffinage.

En vertu de la motion de M. Crête, le comité des Communes sur l'industrie convoquera, d'ici à quelques semaines, les dirigeants des grandes compagnies pétrolières, des propriétaires indépendants de stations-service et des experts pour faire la lumière sur les récentes hausses des prix à la pompe.

«Il va falloir que les compagnies pétrolières nous expliquent pourquoi elles ont décidé tout d'un coup, du jour au lendemain, disant qu'il y a des inquiétudes dans le monde, d'augmenter si fortement et si rapidement le coût du litre», a affirmé un autre membre du comité, le député libéral Serge Marcell, contredisant ainsi la position ministérielle.

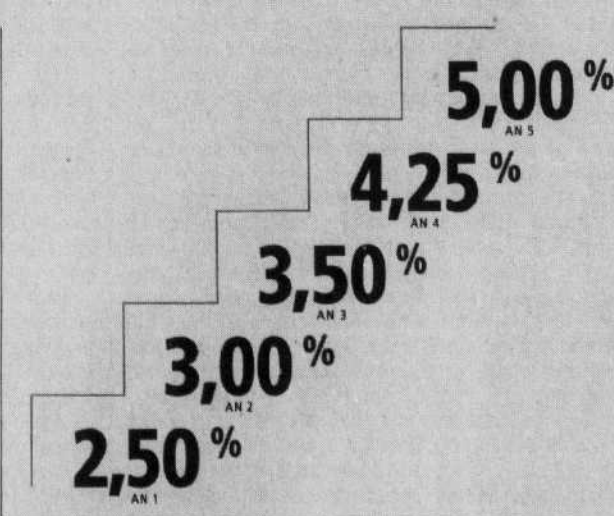
EN BREF

## Les partis devront suivre

(PC) — Les partis politiques québécois n'auront pas le choix: ils devront procéder à une réforme majeure des institutions québécoises si c'est le désir de la population, estime le président des États généraux sur la démocratie, Clau-

de Béland. «S'il fallait que rien ne se fasse malgré la volonté populaire, le mépris profond d'une grande partie de la population à l'endroit des institutions deviendrait encore plus profond», a dit M. Béland hier, lors du dévoilement du programme des États généraux sur la réforme des institutions démocratiques qui se tiendront en fin de semaine prochaine.

OBLIGATION À PRIME DU CANADA



ÉMISSION 31 - TAUX ANNUEL COMPOSÉ DE 3,64 % APRÈS 5 ANS

en cette période des REER, reprenez deux mots: rendement garanti

OBLIGATION D'ÉPARGNE DU CANADA

2,00%

ÉMISSION 82

C'est le moment ou jamais d'acheter les Nouvelles Obligations d'épargne du Canada. Elles sont un excellent choix pour les REER et jouissent de l'entière caution du gouvernement du Canada.

L'Obligation à prime du Canada est encaissable une fois l'an alors que l'Obligation d'épargne du Canada peut être rachetée en tout temps.

Le dernier délai des cotisations REER étant le 3 mars 2003, les achats d'obligations doivent avoir lieu au plus tard à cette date afin de recevoir un reçu officiel pour la déclaration de revenus 2002. Les achats en ligne ou par téléphone avec paiement par chèque doivent être effectués au plus tard le 24 février 2003.

Les porteurs d'obligations sont priés de noter qu'à partir du 1<sup>er</sup> mars 2003 les Obligations à prime du Canada de l'émission 13 porteront les taux susmentionnés.

Achetez vos titres à votre institution bancaire ou financière, en ligne ou par téléphone.\*

Pour acheter directement, consultez [www.oec.gc.ca](http://www.oec.gc.ca) ou composez 1 888 773-9999.

Nouvelles Obligations d'épargne du Canada

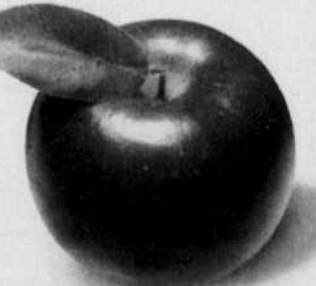
un excellent mode d'épargne. c'est garanti.

\*Le ministre des Finances peut mettre fin à la vente des obligations en tout temps.

Levez la main et dites

présent

Soyez présent dans le monde scolaire, en inscrivant votre entreprise ou organisme au Répertoire des ressources et fournisseurs de produits et services en établissements scolaires, l'outil de référence des décideurs et intervenants en éducation



Le Point en administration scolaire  
[www.lepointadm.com](http://www.lepointadm.com) (514) 277-4544, poste 239 ou 240

## LES ACTUALITÉS

## Langues officielles

## Le plan d'action de Dion est finalement prêt

HÉLÈNE BUZZETTI  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Presque deux ans après sa nomination aux Langues officielles, le ministre Stéphane Dion a enfin mis la dernière main à son plan d'action pour revitaliser ce dossier au sein du gouvernement fédéral. Et signe que son dossier reçoit la plus grande attention, c'est le premier ministre Jean Chrétien lui-même qui en fera la présentation, le 12 mars prochain.

«C'est une relance fondamentale des langues officielles. Ce sera donc quelque chose d'important. Et les langues officielles, c'est un combat qui est tellement identifié à Jean Chrétien que c'est normal que ce soit lui qui l'annonce», a expliqué M. Dion hier.

Il a ajouté que son plan serait érigé sur «des bases résolument modernes». Le ministre a dit qu'il avait encore reçu, le matin même, un rapport des francophones du Manitoba avec des suggestions sur l'exogamie (mariage d'un francophone et d'une anglophone, ou vice-versa), ce qui est caractéristique de la majorité de leurs couples. «C'est une donnée nouvelle et la Loi sur les langues officielles n'avait pas été conçue pour ça.»

M. Dion a été nommé responsable des langues officielles en avril 2001. Les communautés francophones et anglophones minoritaires attendaient son rapport depuis ce temps. M. Dion avait soumis une première version en juin dernier, mais devant les vives critiques qu'il avait suscitées, il l'a remise sur la planche à dessin. C'est cette nouvelle version qui sera présentée.

Cette annonce laisse présager que le budget fédéral, présenté aujourd'hui, comportera des sommes pour la promotion du bilinguisme au pays. Des sommes déjà allouées seront rapatriées à l'intérieur de ce plan d'action, explique-t-on au cabinet de M. Dion.

Avec la collaboration  
de Manon Cornellier

## Landry fait de la récupération politique, dit Stéphane Dion

MANON CORNELLIER  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Dire que la mobilisation des Québécois contre la guerre en Irak constitue un argument en faveur de la souveraineté relève de la «récupération politique», a déclaré hier le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, alors qu'il réagissait aux propos tenus dimanche par le premier ministre Bernard Landry.

«C'est de la récupération politique, et c'est très malheureux dans un dossier si délicat de faire une telle chose», a-t-il dit à sa sortie des Communautés, pour aussitôt enchaîner avec quelques flèches en direction du chef péquiste. «C'est un avant-goût de ce que la réélection d'un gouvernement péquiste nous donnerait. Au soir même de sa réélection, on serait de nouveau dans la tourmente référendaire, mais, heureusement, on a la Loi sur la clarté qui l'empêcherait d'essayer de faire la sécession du Québec avec la question confuse qui apparemment doit donner 45 %, dans un sondage récent.»

M. Landry a soutenu, devant des jeunes péquistes, que la présence plus importante de Québécois que de Canadiens anglais aux manifestations contre la guerre en Irak illustre l'existence de deux nations. Sans y voir les germes d'une crise, il croit toutefois que «ça va porter les gens à tirer des conclusions et la conclusion, c'est que le Québec doit devenir indépendant».

Le ministre Dion n'achète pas la thèse d'un fossé entre le Québec et le reste du pays, et il en veut pour preuve les sondages qui montrent que moins de 10 % des gens, d'un bout à l'autre du Canada, appuient une intervention militaire sans l'approbation des Nations unies. «Ça s'exprime peut-être plus au Québec qu'ailleurs mais il faudrait voir ailleurs aussi», a-t-il ajouté, notant que tout le monde lui en a parlé lors de son passage récent en Colombie-Britannique.

M. Dion s'est aussi porté à la défense de son chef en reprenant un des arguments favoris du gouvernement, à savoir que c'est sous la pression de personnes comme Jean Chrétien que le président George W. Bush s'est finalement tourné vers les Nations unies l'automne dernier. «C'est grâce à M. Chrétien, en bonne partie, que M. Bush est allé à l'ONU et on l'encourage à rester à l'ONU.»

## Mario Dumont le pense aussi

PRESSE CANADIENNE

Québec — Le premier ministre Bernard Landry a tenu des propos «déplacés et maladroits» en se livrant à un exercice de «récupération politique», quand il a associé les manifestants québécois contre la guerre en Irak au mouvement souverainiste, croit le chef de l'Action démocratique (ADQ), Mario Dumont.

En faisant de la «récupération partisane» d'un événement pacifiste, «M. Landry s'est placé dans une catégorie qui ne l'honore pas», a jugé M. Dumont, hier, lors d'un entretien téléphonique, à la suite des propos tenus la veille par le premier ministre relativement aux manifestations contre une éventuelle guerre contre l'Irak qui ont eu lieu samedi à travers le pays.

M. Dumont trouve déplacé de voir son rival associer le fait pour les Québécois d'être «différents» des autres Canadiens à la nécessité de réaliser la souveraineté, parce qu'il «y avait des gens de toutes tendances» parmi les manifestants, dont bon nombre n'ont pas dû apprécier les commentaires de M. Landry, selon lui.

Il fait valoir que les manifestants pour la paix ne sont pas descendus dans la rue «dans l'esprit ou l'espoir d'être récupérés politiquement par le premier ministre et son option». Son geste lui apparaît d'autant plus grave et «profiteur» qu'il s'agit d'un «sujet grave», la guerre.

Le chef de l'ADQ voit dans la sortie du premier ministre une tentative de diversion. «Le PQ fait une campagne extrêmement active pour faire oublier son bilan» et ses commentaires sur l'opposition à la guerre en Irak en font partie, selon lui.

## Contrats de construction routière

## Les dépassements de coûts constituent la norme

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Les travaux de construction routière commandés par le ministère des Transports depuis cinq ans ont coûté plus cher que prévu une fois sur deux. Ces dépassements de coûts totalisent 42,6 millions sur 1,476 milliard d'investissements sur les routes du Québec.

Des 2815 contrats accordés par le ministère des Transports (MTQ), 55 % des contrats (1555) ont nécessité une injection supplémentaire de fonds publics. Et si la note finale de la très grande majorité des contrats en dépassement de coûts n'est pas allée au-delà de 10 %, il y a eu quelques exceptions dont des contrats dépassant de 40 %, 80 %, 120 % et même, dans un cas, 360 % le prix de la soumission.

Ces chiffres ont été fournis au Devoir par le MTQ en vertu de la Loi d'accès à l'information. Ils couvrent la période allant entre le premier avril 1998 et l'été 2002 et ne concernent que les contrats terminés. Les travaux pour le rond-point L'Acadie, dont la facture est passée de 58 à 95 millions jusqu'à maintenant, ne font pas partie de cette liste.

Selon le MTQ, il est d'usage d'estimer des imprévus jusqu'à l'ordre de 10 % des coûts pour des tra-

voux de construction sur le réseau routier. «Les dépassements aux contrats sont régulièrement justifiés par des modifications aux plans et devis qui s'avèrent nécessaires en cours de réalisation des travaux, notamment par des imprévus auxquels il faut faire face à l'étape de l'excavation», explique-t-on.

On compte toutefois 214 contrats qui ont dû être soumis à l'approbation du sous-ministre aux Transports compte tenu des dépassements élevés de coûts. Cette autorisation est prévue par la réglementation gouvernementale lorsqu'une somme équivalente à 25 % d'un contrat de moins de 100 000 \$ est nécessaire ou, 10 % d'un contrat de plus de 100 000 \$.

Par exemple, la réfection du pont Lepage à Laval (autoroute 25, à l'extrémité nord de l'île Jésus) a coûté 44,6 % de plus que prévu. Parce que le contrat a été octroyé tard dans l'année 1999 et que les travaux ont été réalisés en hiver, explique le MTQ, les coûts sont passés de 4,08 millions à 5,89 millions.

Dans la région de Chaudière-Appalaches, la compagnie Artère Construction a obtenu un contrat en 2001 pour le remplacement d'appareils d'appui sur les ponts qui enjambent la rivière Chaudière, sur l'autoroute 73. À l'origine, les travaux devaient coûter 855 231 \$. Le paiement final a été plus élevé de 71,7 %, attein-

gnant 1 468 577 \$. Le MTQ justifie le dépassement de coûts par la reprise des travaux dans des conditions hivernales: le béton auto-nivelant, proposé aux plans et devis, n'a pas donné les résultats escomptés.

Dans la même région, pour des travaux de structure sur le pont enjambant aussi la rivière Chaudière, mais à la hauteur de Sainte-Marie, l'entreprise Wilfrid Allen Ltée a facturé 360,6 % de plus que prévu dans le contrat initial. Un bris au niveau du tablier, qui ne peut être imputable à l'entrepreneur, selon le MTQ, a occasionné des travaux d'urgence, faisant passer le contrat de 35 760 \$ à 164 697 \$.

À l'inverse, on retrouve dans la longue liste des contrats du MTQ, des travaux qui ont coûté nettement moins cher que prévu. Par exemple, un contrat octroyé à l'entreprise Germain Lapalme et fils pour la reconstruction d'un ponceau en béton de ciment à Sainte-Marthe, en Montérégie, a coûté 44,6 % de moins que la soumission de départ; la facture est donc passée de 276 937 \$ à 153 421 \$. Le MTQ explique que dans le contrat initial, un chemin de détour durant les travaux n'a finalement pas été nécessaire.

Les contrats qui coûtent moins cher que les soumissions d'origine représentent 45 % de tous les travaux commandés par le MTQ depuis cinq ans.

## Mégaprocès

## Drogue: presque toute l'île de Montréal était sous le contrôle des Hells Angels

BRIAN MYLES  
LE DEVOIR

Les Hells Angels et leurs filiales exerçaient un quasi-monopole dans la vente de drogue sur l'île de Montréal dans les dernières salves de la guerre des motards.

Le gang contrôlait à peu près tous les secteurs de l'île, à l'exception de Saint-Léonard et Anjou, deux quartiers portant le qualificatif «italien» sur une carte routière saisie le 28 mars 2001 chez Richard Mayrand, un présumé membre des Nomads.

Le jury a pris connaissance de cette fameuse carte, hier au procès pour complot pour meurtre, trafic de drogue et gangstérisme de neuf présumés membres ou associés des Hells Angels, y compris Mayrand.

Le document ne fait aucune mention du mot «drogue» ou de ses synonymes. Mais selon la théorie avancée par la Couronne, lors de son exposé d'introduction, la carte explique clairement la répartition des secteurs de vente de drogue dans le Grand Montréal.

Si le ministère public réussit à compléter sa preuve en cours de procès, cette carte deviendra l'une des plus frappantes illustrations de l'issue de la guerre des motards. Le document ne laisse qu'une maigre place aux Italiens, à l'est du boulevard Langevelier et au sud du boulevard Industriel, dans les secteurs d'Anjou et de Saint-Léonard.

Le nom des Nomads, l'escouade d'élite des Hells Angels, apparaît ici et là sur les territoires de l'île-des-Sœurs, Verdun (à l'ouest de l'Hôpital Douglas), La-chemine et Maisonnette. La section de Montréal domine pour sa part l'essentiel de l'île, y compris l'ouest, le Plateau et Rosemont. Des individus ou groupes cités par lettres et surnoms exercent un contrôle dans une poignée de zones bien précises à Montréal et Laval. L'unité de «Trois-Rivières» s'occupe de l'est, à partir de l'Avenue Georges-V et au sud de l'autoroute métropolitaine tandis que celle de «South» revendique le marché de Longueuil.

Cette carte ne fait aucune mention des bandes de motards rivales, comme les Rock Machines/Bandidos, des revendeurs indépendants, des membres de l'Alliance, du Dark Circle, des Palmers ou du clan Pelletier qui, selon le ministère public, constituaient les cibles des Hells et de leurs hommes de mains. La carte offre au contraire une vision monopolistique du monde montréalais de la drogue. Selon la Couronne, les Hells et leurs hommes de mains ont littéralement tué la concurrence de 1994 à 2001 dans le but de prendre le contrôle du trafic et s'enrichir davantage.

Outre cette carte, les enquêteurs ont saisi plus de 318 000 \$ chez Richard Mayrand, des plaques commémoratives et des douzaines de gilets, t-shirts, casquettes et vestes à l'effigie des Hells Angels et des Nomads.

Le deuxième procès, impliquant 12 individus accusés de 13 meurtres, a par ailleurs repris son cours, hier devant le juge Réjean Paul. Celui-ci a mis le jury au courant des «quelques petites turbulences» qui se sont soldées la semaine dernière par l'expulsion de l'avocat Réal Charbonneau et l'octroi d'un procès séparé pour son client, Paul Brisebois.

## EN BREF

## Incendie criminel dans le métro de Séoul: trois morts

Séoul (Reuters) — Trois personnes sont mortes et 114 d'autres ont été blessées ce matin dans le métro de Taegu, dans le sud-est de la Corée du Sud, où un incendie s'est déclaré, a déclaré la police. «Un homme d'une quarantaine d'années vêtu d'un survêtement a mis le feu à une boîte de lait en plastique contenant du liquide inflammable, qu'il a jeté dans le train», a rapporté un témoin cité par l'agence Yonhap. La police a arrêté un homme de 46 ans qui a reçu des soins médicaux, a indiqué la télévision. La police n'a pas pu confirmer cette information. Selon un responsable des services de secours, le travail des pompiers était difficile en raison de l'épaisse fumée. «Le bilan pourrait s'alourdir à cause des intoxications par la fumée», a-t-il déclaré. L'accident s'est produit vers 10h du matin. La plupart des blessés ont été intoxiqués. «Ils sont sérieusement blessés», a déclaré Shin Kyung-in, infirmière en chef de l'hôpital de Kwak, où 19 personnes ont été admises.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Un skieur pratique son sport sur le mont Royal qui bénéficie maintenant d'une protection gouvernementale.

La montagne est désignée arrondissement historique et naturel

## 30 millions pour mettre le mont Royal en valeur

Les Amis de la montagne se réjouissent de la protection accordée au site

Le mont Royal est désormais sous la protection du gouvernement du Québec qui lui a accordé le statut d'arrondissement historique et naturel. Cette annonce a fait soupirer de soulagement les groupes de défense de la montagne qui espèrent que, plus jamais, le mont Royal ne sera défiguré.

JEANNE CORRIVEAU  
LE DEVOIR

Le statut d'arrondissement historique et naturel dont bénéficiera le mont Royal sera assorti d'une enveloppe budgétaire de 30 millions pour les cinq prochaines années, a annoncé hier la ministre d'État à la Culture et aux Communications, Diane Lemieux. Cette somme permettra à la Ville de Montréal, qui héritera de la gestion du site, d'assurer la protection et la mise en valeur de la montagne.

Diane Lemieux n'a pas caché sa satisfaction hier après-midi lorsqu'elle a présenté à la presse, en compagnie du maire Gerald Tremblay, le plan de protection dont bénéficiera le mont Royal. «J'ai le sentiment, par cette décision, que nous venons ensemble de gravir toute une montagne», a-t-elle déclaré, sourire en coin.

Comme sa recommandation fait l'objet d'une publication dans la Gazette officielle dès aujourd'hui, les dispositions de la Loi sur les biens culturels s'appliquent immédiatement. Ainsi, les promoteurs et les propriétaires désireux d'ériger une nouvelle construction ou de modifier un immeuble devront se plier à des règles strictes en matière d'urbanisme et de patrimoine. Selon leur importance, les projets seront examinés par le Comité consultatif de l'arrondissement, s'il s'agit d'une simple rénovation de résidence, ou seront examinés par le Conseil du patrimoine dans le cas de projets soumis par des promoteurs ou des institutions. Certains d'entre eux

pourraient même être confiés à l'Office de consultation de Montréal.

«L'idée n'est pas de stopper des projets, mais de les orienter. On se donne une méthode, des objectifs et un processus qui feront en sorte que les règles du jeu seront claires et vont être le filtre d'analyse des projets qui seront mis sur la table», a précisé la ministre. Et au dire du maire Tremblay, aucun projet ne sera retardé par ces nouvelles règles. Les citoyens et propriétaires n'auront qu'à soumettre leur demande de permis au bureau de leur arrondissement.

Le gouvernement a déjà accepté de céder la gestion du site à la Ville de Montréal qui déposera à la séance du conseil du mois de mars un règlement de transfert de gestion. Parallèlement, l'administration municipale annexera à son plan d'urbanisme les critères de protection spécifiques au mont Royal et harmonisera les règlements de zonage des cinq arrondissements touchés. Selon Cosmo Maciocca, responsable du mont Royal au comité exécutif, toutes ces opérations devraient être achevées d'ici à l'automne prochain.

Un budget annuel de six millions de dollars, financé conjointement par la Ville et le gouvernement, permettra à l'administration municipale d'assurer la gestion du site et sa mise en valeur pour les cinq prochaines années.

Comme le révélait Le Devoir dans son édition du 8 février dernier, le périmètre protégé par Québec correspondra aux limites établies par le site du patrimoine, tel

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## CIRQUE

SUITE DE LA PAGE 1

d'autres chercheurs y trouveront matière à alimenter leurs réflexions.

Les plans d'aménagement de la nouvelle École nationale réservent un espace de 270 mètres carrés pour cette fonction documentaire. Les pourparlers se poursuivent avec M. Pascal. Négocie-t-on un don, un prêt, un achat? Les modalités de l'acquisition ne sont pas encore arrêtées, affirme M. Lalonde pour qui l'un ou l'autre des modes d'intégration demeure toujours envisageable.

Le directeur n'attend d'ailleurs pas la conclusion des pourparlers pour lancer des perches à d'autres connaisseurs. M. Jacob l'assiste dans cette démarche de sollicitation. «Le plus difficile, c'est de trouver un premier fonds; après ça, va tout seul, dit allègrement Marc Lalonde. Notre objectif est de monter un centre de documentation aussi complet que possible, comprenant des volets documentaires et iconographiques, mais aussi une banque de films et de vidéos.»

Mais d'où vient exactement la collection initiale? «Au collège, à Paris, en 1977, j'ai pris le seul cours de dessin de ma vie où j'ai rencontré un élève qui était passionné de cirque, comme moi», raconte Pascal Jacob. «Elle m'a raconté qu'elle conservait tout ce qu'elle trouvait sur le cirque dans un grand cahier. J'ai eu l'idée de faire pareil. Ça a été un moyen de rentrer encore plus dans cette passion, qui, assez vite, est devenue un métier.»

La passionnée a ensuite soutenu une maîtrise sur le cirque américain (1984). Il prépare maintenant une thèse sur le costume de cirque tout en enseignant dans les écoles spécialisées de Bruxelles, Châlons-en-Champagne et Montréal. Parallèlement, il est donc aussi devenu un collectionneur professionnel. Avec un associé, il s'attache depuis plus de vingt ans à «rassembler tout ce que la mémoire du cirque peut compter en matière de documents, d'images, d'objets depuis le XVI<sup>e</sup> siècle», comme il le résume lui-même.

Cette perspective rajoute à l'intérêt de la compilation. Le nouveau cirque québécois est né dans les années 1980, mais les racines de cet art plongent dans le terroir de la culture occidentale sur des centaines d'années. La collection Jacob va donc en quelque sorte arrimer la création contemporaine québécoise à toute la tradition circassienne.

Et quand Pascal Jacob dit qu'il s'intéresse à «tout», c'est vraiment tout, puisque son rattachage se veut universel. A preuve, pendant l'entrevue, il exhibe fièrement une photo de sa dernière acquisition, un jade chinois du XVII<sup>e</sup> siècle montrant un amuseur de la route de la soie. «On a des affiches, des gravures, des estampes, des bronzes, des plâtres, des bois, des faïences, des tableaux, des costumes, des programmes...», enchaîne-t-il.

L'Europe (mais pas la France) et surtout les États-Unis comptent quelques grands musées spécialisés dans les arts du cirque. Le tandem de collectionneurs les connaît d'autant mieux que, dans les salles de ventes aux enchères, il doit parfois entrer en concurrence avec les mandataires de ces dépôts publics.

Pour l'instant, les milliers d'objets de M. Jacob sont répartis un peu partout, sur deux continents. On en trouve à Bruxelles, dans un centre d'architecture, en France, «chez un ami photographe, dans une administration paramunicipale qui vient poliment de nous demander de vider les lieux», chez les deux associés, et même de ce côté-ci de l'Atlantique, dans les locaux du quartier général du Cirque du Soleil. «Ici, toute la collection sera protégée dans le respect des normes», dit fièrement le donateur. Le transport de la bibliothèque et d'une partie des œuvres sur papier doit d'ailleurs commencer dans les prochains mois.

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

## L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)

Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)  
Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## EUROPE

SUITE DE LA PAGE 1

Elle plaide pour accorder aux inspecteurs en désarmement de l'ONU en Irak «le temps et les ressources que le Conseil de sécurité considère nécessaires». Mais elle souligne aussi que «les inspections ne peuvent pas se poursuivre indéfiniment en l'absence d'une pleine coopération irakienne». Elle indique également que la «montée en puissance militaire» contre l'Irak doit rester un «élément essentiel» pour obtenir «la pleine coopération» de Saddam Hussein.

«Le régime de Bagdad ne doit se faire aucune illusion: le temps joue contre lui», a averti le premier ministre grec Costas Simitis, dont le pays assure la présidence de l'UE. Les Quinze ont cependant renoncé à formaliser cette mise en garde: ils ont expurgé la version finale de leur texte de la phrase «de temps s'épuise rapidement», incluse dans une première mouture à la demande des Britanniques. Le chancelier Schröder a affirmé qu'une telle formule «n'était pas acceptable» pour son pays. Les dirigeants européens ont réaffirmé le rôle central de l'ONU dans la crise irakienne: «Nous tenons à ce que les Nations unies demeurent au centre de l'ordre international. Nous reconnaissons que c'est au Conseil de sécurité qu'il incombe au premier chef de traiter du désarmement de l'Irak.»

Invité au sommet par M. Simitis, le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a «exhorté» l'Irak à se conformer aux décisions de l'ONU sur son désarmement pour éviter un conflit armé. Il a aussi appelé les Européens à l'unité et à l'apaisement des tensions avec les États-Unis. «C'est sans conteste un moment important pour la coopération internationale», a dit M. Annan au cours d'une conférence de presse.

En écho, les Quinze ont affirmé leur engagement à travailler «avec tous leurs partenaires, en particulier les États-Unis, pour le désarmement de l'Irak.»

Ils ont en revanche évité de se prononcer collectivement sur l'opportunité d'une seconde résolution de l'ONU, vivement souhaitée par Tony Blair, mais que Jacques Chirac avait rejetée dès son arrivée à Bruxelles. «C'est la dernière chance de l'Irak pour désarmer pacifiquement. L'Irak sera désarmé, que ce soit fait pacifiquement ou par la guerre», a néanmoins assuré le premier ministre britannique à l'issue du sommet.

A la veille d'un nouveau débat sur la crise irakienne à l'ONU, les ambassadeurs des États-Unis et de la Grande-Bretagne s'employaient hier à élaborer une stratégie susceptible d'amener le Conseil de sécurité à soutenir une guerre contre Bagdad, ont indiqué des diplomates.

Aucun projet de résolution ne devrait voir le jour avant demain, les deux pays souhaitant la fin du débat public prévu à partir de cet après-midi au siège de l'ONU. Ce débat, qui donnera la parole à des pays ne faisant pas partie des 15 membres du Conseil, risque de se transformer en un forum hostile au projet d'intervention de l'armée américaine.

## Chirac fait des remontrances

Le président français Jacques Chirac a fustigé hier soir les anciens pays de l'Europe communiste aspirant à entrer dans l'UE, estimant qu'ils avaient «manqué une bonne occasion de se taire» en s'alignant sur la position guerrière des États-Unis dans la crise irakienne. «Ces pays ont été à la fois, disons le mot, pas très bien élevés et un peu inconscients des dangers que comportait un trop rapide alignement sur la position américaine», a dit M. Chirac à Bruxelles à l'issue du sommet européen.

Les divisions avaient été exacerbées début février par une lettre de soutien à Washington de huit pays européens — dont trois futurs membres de l'UE (Po-

logne, République tchèque et Hongrie) —, et le ralliement aux États-Unis de dix pays ex-communistes aspirant à rejoindre l'UE ou l'OTAN.

Alors que la France et l'Allemagne se posaient en champions du camp de la paix, l'initiative de ces pays avait fait éclater au grand jour les divisions de l'Europe et permis aux dirigeants américains de railler «la vieille Europe».

Visiblement remonté contre cet alignement, M. Chirac a mis en garde les pays encore candidats à l'UE en les prévenant qu'ils risquaient de rendre plus difficile leur adhésion.

## Réponse aux manifestants

Plusieurs dirigeants européens ont voulu voir dans leur accord une réponse aux rassemblements antiguerre massifs du week-end. «Nous avions l'intention de répondre de manière positive aux manifestants en Europe. Les attentes des citoyens européens étaient très claires: ils attendaient une position commune», a estimé M. Simitis. «Ce soir, nous avons apporté une contribution à une solution politique» en Irak, s'est réjoui le président de la Commission européenne Romano Prodi.

À Bagdad, le président irakien Saddam Hussein s'est félicité hier de la prise de «position humaine» des millions de manifestants qui ont défilé dans de nombreux pays du monde pour protester contre une guerre éventuelle des États-Unis contre l'Irak.

Quant aux consultations entre pays arabes pour la tenue d'un sommet arabe extraordinaire consacré à la crise irakienne, elles se poursuivent, a indiqué hier à Damas la directrice du département de l'information au ministère syrien des Affaires étrangères.

Enfin, le ministre saoudien des Affaires étrangères Saud Al-Faïçal, a déclaré hier à la télévision britannique BBC qu'«une attaque unilatérale des États-Unis contre l'Irak serait considérée par beaucoup comme un acte d'agression». «Aussi nous espérons ardemment que les États-Unis continueront à travailler avec l'ONU et nous le leur conseillons vivement», a conclu le diplomate.

Au même moment, les inspecteurs sur le terrain poursuivaient leur travail, interrogé notamment pour la deuxième fois un ingénieur irakien sur l'utilisation de tubes d'aluminium, mis en cause par les États-Unis dans la reprise d'un éventuel programme nucléaire.

## Straw et le nécessaire soutien de l'opinion

Londres (Reuters) — Le secrétaire britannique au Foreign Office, Jack Straw, a reconnu hier qu'il serait difficile à la Grande-Bretagne de participer à une guerre contre le régime du président irakien Saddam Hussein sans le soutien de l'opinion publique.

Il a estimé cependant qu'une majorité de Britanniques soutiendraient une intervention armée ayant l'aval de l'ONU. Près d'un million de personnes sont descendues dimanche dans les rues de Londres pour manifester leur opposition à une guerre d'inspiration américaine en Irak, augmentant la pression sur les autorités britanniques qui partagent la posture de fermeté adoptée par Washington vis-à-vis de Bagdad.

Interrogé par un journaliste de la radio lui demandant si la Grande-Bretagne pourrait prendre part à une guerre malgré l'opposition d'une majorité de Britanniques, Straw a répondu: «Dans de telles circonstances, cela serait évidemment très dur.»

«Il est évident qu'il est plus facile pour un gouvernement d'engager son pays dans une guerre, dans une action militaire, s'il jouit du soutien manifeste de l'opinion publique, a déclaré le chef de la diplomatie britannique.

## VETO

SUITE DE LA PAGE 1

Utile, reconnaît cependant M. Lynch, à condition que le militantisme en ligne ne reste pas qu'une protestation virtuelle. Les dirigeants du mouvement antiguerre américain ont tenté de faire le pont entre le virtuel et l'action concrète en utilisant les méthodes traditionnelles du spot, de la campagne téléphonique à son membre du Congrès et de la pétition sur papier. Le groupe MoveOn est exemplaire à ce chapitre: la liste de ses abonnés est passée de 350 000 à 700 000 en sept mois. Il a réussi par l'entremise de son site Web à réunir la somme de 400 000 dollars américains pour financer un encart antiguerre dans le *New York Times* et des messages radiophoniques. Stratégie semblable de la part d'ANSWER International, l'autre grande organisation antiguerre aux États-Unis, qui compte marcher sur la Maison-Blanche le 1<sup>er</sup> mars pour y déposer un million de signatures obtenues dans sa pétition en ligne Votenow.com.

Reste que le Net est un outil et non une fin, dit M. Lynch. Si, en l'occurrence, le mouvement contestataire s'est déployé avec autant de vitesse, d'ampleur et de diversité, affirme-t-il, c'est avant tout à cause de l'énormité des intentions de M. Bush «dont le radicalisme face à l'Irak fait carrément peur». Tous contre Bush? «Le fait que des Américains qui n'ont rien d'activistes se mobilisent en si grand nombre en dit très long sur la profondeur de l'opposition à la politique irakienne du président», estime Tony Murphy, porte-parole d'ANSWER.

Les Européens ont exprimé en fin de semaine une peur de la même nature. Au sujet de l'opinion publique

et du mouvement antiguerre en Europe, un commentateur dans un journal de Francfort analysait qu'«on ne rejette plus les États-Unis parce qu'ils sont les champions du capital, mais parce qu'ils sont toujours prêts à faire triompher leurs certitudes par la violence».

À Vancouver où 30 000 personnes ont manifesté, un organisateur pacifiste d'expérience, Jef Keighley, racontait en fin de semaine au *Globe and Mail* à quel point la manifestation de samedi avait été facile à organiser vu l'ampleur du sentiment antiguerre, alors qu'il lui fallait compter des mois de planification et de mobilisation avant de tenir des marches contre le nucléaire dans les années 1980.

C'est au sommet social de Florence, en novembre dernier, que les réseaux antiguerre des États-Unis et de l'Europe avaient convenu d'un effort de mobilisation qui culminerait ce 15 février. Hier, l'après-15 février était déjà en chantier. ANSWER International et United for Peace ont promis d'autres actions, tandis que les réseaux européens doivent se concerter à Londres début mars. À Montréal, le Collectif Echec à la guerre faisait le bilan de la manifestation qui a réuni 150 000 personnes dans le centre-ville et réaffirmerait son intention de demander une «rencontre d'urgence» avec Jean Chrétien.

M. Bush a refusé d'entendre le veto de la rue, mais la question demeure: les antiguerres, si impressionnantes soit leur mobilisation, peuvent-ils le faire reculer? Les gens sont indignés, mais ne se font pas pour autant d'illusions. «Aucun président n'annoncera jamais un changement majeur de sa politique sous la pression d'une centaine de milliers de manifestants dans la capitale», écrit l'historien américain des mouvements contestataires, Joe Freeman, dans le quotidien new-yorkais *Newsday*. [...] Mais, même sans résultats rapides, le mouvement provoque des fissures sur la façade du consensus.»

## CLONES

SUITE DE LA PAGE 1

Le gouvernement canadien se demande s'il doit les considérer comme des animaux génétiquement modifiés, pour lesquels il a prévu une réglementation. Cette réglementation est toutefois beaucoup plus sévère que celle visant les animaux «normaux», puisqu'elle interdit la vente et l'utilisation de la semence d'animaux transgénétiques dans les fermes laitières et qu'elle exige un contrôle serré des rejets de ces animaux dans l'environnement», souligne Daniel Bousquet, directeur de la recherche chez Alliance Boviteq inc. de Saint-Hyacinthe, un centre de recherche privé spécialisé dans la production d'embryons bovins. L'Alliance Boviteq est une filiale du CIAQ, lui-même propriétaire de la Fédération des producteurs laitiers du Québec et copartenaire de Semex Canada, une entreprise qui commercialise la semence de taureaux à travers le monde.

Daniel Bousquet, qui a participé au clonage de Starbuck, est persuadé que les animaux clonés ne sont pas différents des animaux obtenus par les techniques désormais courantes d'insémination artificielle et de transfert embryonnaire. Et il est déterminé à fournir au gouvernement les données scientifiques qui prouveraient que les animaux clonés ne sont pas des animaux transgénétiques. Il espère ainsi convaincre les instances gouvernementales d'autoriser la vente de la semence de Starbuck II aux producteurs laitiers qui en réclament.

Starbuck II qui a été conçu par clonage reproductif est en principe une copie identique de Hanoverhill Starbuck I, comme le sont des jumeaux identiques ou homozygotes, rappelle le chercheur. Mais qu'en est-il vraiment? Les chercheurs n'ont jusqu'à maintenant décelé aucune différence entre le bagage génétique de Starbuck premier et celui de son clone. Les gènes associés à la constitution physique, à la longévité et aux caractères laitiers qui ont fait la réputation de Starbuck I ont, semble-t-il, été transmis au clone.

Seules quelques petites variations dans l'apparence physique distinguent les deux animaux. Notamment, la distribution des taches de couleur sur la robe de Starbuck II diffère de celle que présentait son prédécesseur. «Durant la croissance fœtale, les cellules qui sont responsables de la pigmentation migrent à une vitesse qui dépend notamment de l'alimentation de la mère et de l'environnement utérin, deux facteurs qui varient d'une vache à l'autre», explique Daniel Bousquet. Même si Starbuck II possède la même programmation génétique que son ancêtre, son apparence physique n'est absolument pas pareille à celui-ci en raison des effets de l'environnement.

Comme les jumeaux identiques, «les clones peuvent présenter quelques différences phénotypiques [concernant l'aspect extérieur], parce qu'ils ont vécu dans des situations environnementales différentes», ajoute le chercheur qui a cloné Starbuck, Lawrence C. Smith, professeur au Centre de recherche en reproduction animale de la faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal. Par contre, tous les effets causés par l'environnement disparaissent normalement lors de la production des cellules germinales [ou sexuelles, comme les spermatozoïdes]. On croit donc qu'il ne devrait pas y avoir de différence entre la semence de Starbuck I et celle de Starbuck II. Mais il faudra le vérifier par des études.»

Avant de commercialiser la semence de Starbuck II, Lawrence Smith croit qu'il serait en effet important d'évaluer l'état de santé de la progéniture obtenue de ce sperme. Il faudra aussi la comparer aux rejetons de Starbuck I. «Une comparaison qui sera néanmoins très difficile, car les femelles que l'on croisera avec Starbuck II, le clone, n'auront pas le même bagage génétique que celles avec lesquelles Starbuck I a été accouplé. Leur patrimoine génétique sera meilleur, car les éleveurs ont continué à faire de l'amélioration génétique depuis», dit M. Smith.

De telles précautions seraient sans doute préférables, ajoute François Pothier, professeur au département de sciences animales de l'Université Laval.

Né en septembre 2001, Starbuck II demeure à ce jour en parfaite santé. Mais il faudra attendre encore quelques années pour voir si ce taureau vieillira prématurément comme ce fut le cas pour Dolly, prévient Lawrence C. Smith. Les chercheurs de Saint-Hyacinthe sont toutefois optimistes, car la technologie qu'ils ont mise au point pour le clonage de Starbuck s'est avérée jusqu'ici plus efficace que celle employée pour créer la brebis Dolly.

Daniel Bousquet affirme pour sa part que des expériences visant à vérifier la fertilité de la semence du clone ont été couronnées de succès. Les chercheurs de l'Alliance Boviteq inc. ont en effet réussi à produire autant d'embryons normaux qu'avec la semence d'animaux issus de croisements naturels. Ils ont maintenant l'intention d'implanter ces embryons dans l'utérus de vaches afin de voir s'ils se développeront normalement et arriveront à terme.

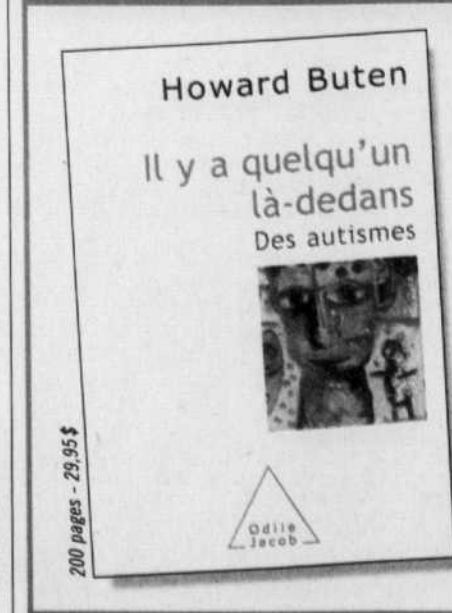
Les chercheurs sont confiants, car, en dépit de ses multiples problèmes de santé, Dolly a donné naissance à des brebis tout à fait normales. «Les descendants de divers animaux clonés semblent être normaux», souligne François Pothier. Mais il se peut que, d'une génération à l'autre, il y ait apparition d'un problème. On ne peut pas exclure cette possibilité. Il se peut qu'au niveau du testicule, la spermatogenèse fonctionne moins bien chez l'animal cloné. Mais c'est tout à fait hypothétique.»

Devant tant d'inconnues, les clones ne devraient pas être considérés comme des animaux normaux, affirme Nadège Adams, du Conseil des Canadiens. Et par conséquent, il ne devrait pas être permis de commercialiser leur semence. «Il s'agit d'un nouvel organisme qui a été créé en laboratoire, et non pas de façon naturelle, tranche-t-elle. Tant et aussi longtemps que des études de longue durée n'auront pas été effectuées pour s'assurer que le lait et la viande issus d'un animal conçu avec la semence d'un animal créé par clonage n'ont aucun effet nocif sur la santé humaine, il demeurera inacceptable que ces produits soient introduits dans notre chaîne alimentaire. On ne doit pas se limiter à regarder uniquement le produit final, comme le fait actuellement le gouvernement fédéral face aux OGM. Il faut également porter attention à la manière [au procédé] qu'on a utilisée pour obtenir ce produit.» Nadège Adams est persuadée qu'aucun supermarché n'accepterait de vendre une viande ou du lait portant sur son étiquette le mot «clone».

De toute façon, la commercialisation de la semence du clone Starbuck II perd peu à peu de son intérêt, remarquent les chercheurs. Car les petits-fils naturels de Starbuck I sont des géniteurs plus performants que leur illustre ancêtre et son clone. Les chercheurs ont poursuivi le processus d'amélioration génétique en accouplant les fils de Starbuck I, dotés des meilleurs caractères génétiques, à des femelles également triées sur le volet. Or, les qualités des descendants ainsi obtenus dépassent largement celles qu'on louangeait tant chez Starbuck I.

«L'accouplement entre une femelle et un mâle ayant chacun un bagage génétique unique demeure la méthode de choix pour effectuer de l'amélioration génétique. Le clonage demeure valable uniquement pour conserver les caractéristiques d'un taureau de haute valeur génétique qui se blesserait ou mourrait prématurément. À ce moment-là, la seule méthode permettant d'obtenir la semence de cet animal est le clonage reproductif.»

## Howard Buten



## Du côté des autistes

Entrer en contact avec les autistes, capter leur attention et leur regard, c'est la grande affaire de Howard Buten, psychologue, clown et romancier. Avec tendresse, il raconte vingt-huit ans de vie à leur côté.



en vente chez votre libraire

## LE DEVOIR

## LES SPORTS

## HORS-JEU



Jean Dion

## Tu l'as dit, IV

naugurée en août 2000 et reprise en août 2001, la rubrique *Tu l'as dit* permet d'occuper les moments creux de la vie en faisant l'inventaire des meilleures déclarations sportives de tous les temps et de tout l'univers (et avec un chiffre romain au bout, cela fait vachement cultivé). Bon, certes, ce n'est pas aussi bon que *Star Académie*, mais ça coûte bien moins cher à produire. Or donc.

Jeffrey Bernard, journaliste britannique: «*Pour ralentir un cheval qui se salue à toute vitesse, il y a une méthode simple: pariez sur lui.*»

Leo Durocher, ancien gérant des Dodgers, des Giants et des Cubs: «*Je n'ai jamais mis en doute l'intégrité des arbitres. Leur acuité visuelle, oui.*»

Rocky Bridges, gérant dans les ligues mineures de baseball pendant de longues années, apprenant que l'arrêt-court Jose Gonzalez venait de changer de nom pour Jose Uribe: «*C'était donc lui, le joueur à être nommé plus tard.*»

Le même Bridges, à propos d'un régime-minceur qu'il mettait à l'essai: «*Vous mélangez une part de Metrecal et deux parts de scotch. Les effets sont étonnants. J'ai déjà perdu cinq livres et mon permis de conduire.*»

Bridges, acte III, interrogé à savoir pourquoi il ne mangeait pas d'escargots: «*Je préfère le fast food.*»

Lew Burdette, ex-lanceur des Braves de Milwaukee, fortement soupçonné d'avoir recouru à la balle mouillée, à propos du moment où il a commencé à songer à la retraite: «*Quand ils ont commencé à frapper le côté sec de la balle.*»

Joe Torre, aujourd'hui gérant des Yankees de New York, à propos de ses années de joueur: «*Quand nous perdions, je ne dormais pas de la nuit. Quand nous gagnions, je ne dormais pas de la nuit. Mais quand nous gagnions, je me sentais mieux au réveil.*»

Torre encore, après avoir égalé un record des ligues majeures, en 1975, en frappant dans quatre doubles-jeux dans le même match: «*Pourquoi me blâmez-vous? C'est la faute de Felix Millan. S'il n'avait pas réussi quatre simples juste avant moi, tout ça ne serait jamais arrivé.*»

Norm Cash, candide premier-but des Tigers de Detroit, expliquant son rendement au bâton: «*Je dois mon succès à la faiblesse des lanceurs adverses qu'a provoquée l'expansion, à la clôture rapprochée du champ droit au Tiger Stadium et à mes bâtons illégaux.*»

Andy Van Slyke, ancien joueur des Pirates de Pittsburgh, au terme d'un match pénible en défense: «*J'ai joué au troisième but comme Brooks. Mel Brooks.*»

Bill Lee, l'éternel Spaceman: «*L'autre jour, on m'a demandé ce que je pensais des tests relatifs aux drogues. J'ai dit que j'y étais favorable, et que j'avais même commencé il y a longtemps. Dans les années 1960, j'ai testé tout ce qui était relatif aux drogues.*»

Earl Weaver, ancien bouillant gérant des Orioles de Baltimore, à propos de son lanceur Mike Cuellar: «*Je lui ai donné plus de chances qu'à ma première femme.*»

Bryan Robson, ancien capitaine de l'équipe de foot d'Angleterre et joueur de Manchester United, au terme d'une victoire: «*Si nous jouions comme ça chaque semaine, notre équipe serait beaucoup moins inconstante.*»

Darrel Chaney, ancien joueur des Braves d'Atlanta qui étaient alors particulièrement amorphes, à propos de ce qu'il aurait pu faire la direction de l'équipe pour que les joueurs soient sur la pointe des pieds: «*Élever les urinoirs.*»

Glenn Dickey, journaliste de San Francisco, émettant l'un des postulats fondamentaux du sport: «*A un match de baseball, le gars qui a la plus grosse bedaine sera toujours le premier à enlever son chandail.*»

Le journaliste Bob Cooke, à propos du porte-couleurs des Dodgers de Brooklyn Rex Barney, réputé pour son manque de contrôle au monticule: «*Rex serait le meilleur lanceur de la ligue si le marbre était situé haut et à l'extérieur.*»

Le chroniqueur américain Jim Murray: «*Montrez-moi un bon perdant, je vous montrerai un gars qui joue au golf avec son patron.*»

Ron Atkinson, légendaire entraîneur de soccer britannique, après un match où l'officiel avait offert une prestation discutable: «*Je n'ai jamais critiqué les arbitres et je ne commencerai pas à le faire en parlant de cet incompetent.*»

Dusty Baker, aujourd'hui gérant des Cubs de Chicago, invité à se prononcer sur les superstitions qui pullulent dans le merveilleux monde du sport: «*Je n'y crois pas. J'ai passé cinq saisons dans les ligues mineures avec les mêmes sous-vêtements et je n'ai frappé que pour .250.*»

John McKay, premier entraîneur-chef des lamentables Buccaneers de Tampa Bay, invité à commenter l'exécution de son équipe: «*Je suis pour.*»

Harry Kalas, longtemps commentateur des matchs des Phillies de Philadelphie, à propos du voltigeur Garry Maddox: «*Il a changé sa vie du tout au tout. Avant, il était déprimé et malheureux. Maintenant, il est malheureux et déprimé.*»

Rogers Hornsby, grand joueur des Cards de St. Louis dans les années 1920: «*Je ne joue pas au golf. Quand je frappe une balle, je veux que ce soit quelqu'un d'autre qui coure après.*»

Sandy Alderson, ex-directeur général des A's d'Oakland, à propos du taciturne voltigeur des White Sox Albert Belle: «*Il s'est mis à parler beaucoup plus ces derniers temps. Le problème, c'est qu'il le fait la plupart du temps sous serment.*»

Un commentaire entendu sur Radio 5 Live (Angleterre) lors d'un match de foot, et qui pourrait s'appliquer à une quantité phénoménale de nos propres joutes de hockey: «*Le score est Sunderland zéro, Leicester zéro, la température est de zéro et la qualité du spectacle est à peu près cela.*»

Et pour finir, un avertissement de Paul Newman: «*Si vous jouez au poker et que vous regardez autour de la table et ne pouvez identifier le nigaud qui se fera rincer, alors c'est vous.*»

jdion@ledevoir.com

## Les Alouettes règlent le cas d'Anthony Calvillo

Le vétéran quart de 30 ans a accepté un contrat de deux ans accompagné d'une année d'option

MARC DELBÈS  
PRESSE CANADIENNE

Revenu bredouille de son essai avec les Steelers de Pittsburgh dans la NFL, le quart-arrière Anthony Calvillo s'est finalement résolu à poursuivre sa carrière avec les Alouettes.

Le vétéran quart de 30 ans a en effet confirmé hier qu'il avait accepté un contrat de deux ans accompagné d'une année d'option. Le principal intéressé a juré qu'il n'avait jamais envisagé de poursuivre sa carrière dans la Ligue canadienne ailleurs qu'à Montréal.

«*J'ai dit dès le départ que j'avais le désir de demeurer ici, a mentionné Calvillo, flanqué du président des Alouettes, Ellis Prince, et du directeur général, Jim Popp, en conférence de presse. Nous misons sur une excellente équipe et je veux en faire partie.*»

Si les négociations se sont éternisées, ce n'est pas que les deux parties étaient à couteaux tirés. Calvillo a plutôt expliqué qu'il attendait une réponse des Steelers, avec lesquels il a obtenu un sérieux essai fin janvier.

La réponse est venue la semaine der-

nière et faute d'avoir obtenu une offre en provenance de Pittsburgh, il a désormais fait son deuil de la NFL. Dans les circonstances, il se dit bien heureux de revenir à Montréal.

«*Je n'ai jamais envisagé d'aller ailleurs qu'à Montréal dans la LCF, a-t-il ajouté. Mon épouse est originaire de Montréal et nous sommes chez nous ici. Nous sommes tous les deux très heureux du dénouement.*»

Malgré les questions insistantes et les chiffres avancés, Calvillo a refusé de dévoiler le montant de l'entente, lui qui aurait touché 150 000 \$ en 2002. Mais il a qualifié de «ridicule» les rumeurs selon lesquelles il exigeait un salaire annuel de 500 000 \$.

«*Je n'ai jamais eu de telles exigences.*» Pour sa part, Popp a avoué qu'il avait fallu du temps avant de conclure une entente mais qu'elle satisfait pleinement les deux parties.

«*Il lui a fallu revoir ses demandes à la baisse davantage que nous avons dû hausser les nôtres, a précisé le directeur général. Mais l'important était de trouver un juste milieu avec lequel les deux parties étaient à l'aise.*»

## Le leader offensif

Calvillo est devenu le véritable leader de l'offensive des Alouettes la saison dernière. Il a complété 338 de ses 569 passes pour des gains de 5013 verges et il a produit 27 touchés.

Mais plus important encore, il a guidé l'équipe à sa première conquête de la coupe Grey depuis 1975 et a été nommé le joueur par excellence.

Le départ du coordonnateur offensif des Alouettes, Jim Barker, ne préoccupe pas trop Calvillo. Il a souligné avec justice qu'il a travaillé sous la gouverne de quatre coordonnateurs différents en six ans à Montréal.

Par ailleurs, Ellis Prince a indiqué que les travaux de rénovation au stade Molson s'amorceront au cours des prochains jours.

Le stade de l'Université McGill sera notamment doté d'une nouvelle surface de jeu, d'un nouveau système d'éclairage et d'une nouvelle galerie de la presse.

Prince ignore encore, toutefois, quand les travaux d'agrandissement, qui permettront d'augmenter la capacité de spectateurs, pourront être entamés puisqu'il s'agit là, selon lui, d'un investissement de 10 à 12 millions \$.

## LES EXPOS

## Pour Reames, il s'agit peut-être du camp de la dernière chance

MICHEL LAJEUNESSE  
PRESSE CANADIENNE

Melbourne, Floride — Pour reprendre une des expressions rendues célèbres par le légendaire Yogi Berra, Frank Robinson a dit hier en parlant du droitier Britt Reames: «*Il commence à se faire tard très tôt.*»

Reames, acquis en même temps que Fernando Tatis, des Cards de St. Louis, en retour de Dustin Hermanson et Steve Kline il y a quelques années, a des choses à prouver aux Expos au cours du présent camp d'entraînement. Reames, qui était un lanceur prometteur il n'y a pas si longtemps, aura bientôt 30 ans et n'aura sans doute plus beaucoup d'opportunités de se faire une place dans les ligues majeures.

Dans les séries de 2000, Tony LaRussa, gérant des Cards, lui avait fait confiance et le droitier s'en était admirablement bien tiré. Mais en deux saisons avec les Expos, il a déçu. Il a hérité d'un poste de partant en 2001, mais n'a rien fait qui vaille. Même scénario l'an dernier quand il a été cédé aux ligues mineures dès le milieu de juin après un début de saison exécrable.

Cette année, le poste de cinquième partant est libre. Mais les candidats pour l'occuper sont nombreux. Certains comme Zach Day et le Coréen Sunny Kim, qui ont bien fait en fin de saison, semblent avoir de bonnes chances.

En fait, des cinq ou six candidats qui se bagarreront pour le poste de cinquième partant, c'est le Coréen Sunny Kim qui semble avoir une longueur d'avance.

Acquis des Red Sox de Boston dans l'échange de Cliff Floyd le 30 juillet dernier, il avait grandement impressionné à sa première présence au Stade olympique quand il avait battu les Reds de Cincinnati 6-0. Il avait alors lancé pendant huit manches et un tiers.

Le gérant Frank Robinson en avait pris bonne note. «*J'aime bien sa façon de se comporter au monticule, a-t-il dit. Il a une courbe exceptionnelle et un bon changement de vitesse.*»

Reames prend le défi au sérieux. Il a même joué au baseball d'hiver à Estrellas en République dominicaine pour améliorer ses chances.

«*J'y suis allé pour travailler à améliorer ma balle rapide surtout, a dit Reames. C'est une bonne expérience parce qu'on y affronte beaucoup de joueurs des ligues majeures. Je suis en grande forme. Je suis prêt à me battre pour le poste de cinquième partant. Je sais que ce sera un défi important.*»

Reames est heureux d'avoir encore la chance de batailler pour un poste. Il a connu une saison en dents de scie en 2002 et quand il n'était pas en possession de ses moyens, il subissait habituellement une râlée comme cela s'est produit le 2 juin à Philadelphie quand les Phillies l'ont emporté 18-3 après avoir marqué 10 points en première. Reames avait été chassé après un tiers de manche. Mais il a aussi battu les Astros de Houston 3-1 le 2 août quand il n'a donné qu'un seul point en sept manches.

«*Je veux saisir cette nouvelle chance, a dit Reames. Je ne sais pas ce que les Expos attendent de moi. Je veux pouvoir me dire à la fin du camp que je suis satisfait de l'effort que j'ai fourni. Je sais qu'un poste de partant est disponible. Je sais aussi, à cause de l'expérience acquise l'an dernier, que je suis capable de me débrouiller en relève.*»



Britt Reames se dit heureux d'avoir encore la chance de batailler pour un poste au sein des Expos.

Quant à Robinson, c'est de la régularité qu'il recherche chez Reames. Il sait que le jeune homme a du potentiel.

«*Il a montré en quelques occasions qu'il pouvait être brillant. Mais il faut qu'il le fasse sur une base régulière, a dit Robinson. Il possède une courbe exceptionnelle, mais il devra en faire plus s'il veut demeurer dans les ligues majeures.*»

Lors de son séjour avec les Lynx d'Ottawa, Reames s'est bien débrouillé. Mais Robinson croit que ce n'est pas suffisant dans le cas d'un gars comme lui.

«*Il est capable de bien performer dans les ligues mineures. Il l'a prouvé et il le sait. Il travaille, peut-être inconsciemment, moins fort quand il y est. Il ne peut se permettre cela dans les ligues majeures. S'il ne montre pas plus de régularité, il va se faire dépasser par plusieurs autres candidats.*»

Il est arrivé souvent dans le passé que ces joueurs qu'on disait pourtant talentueux n'ont jamais été capables de percer, même s'ils semblaient posséder tous les atouts.

«*Certains prennent plus de temps pour atteindre la maturité, a dit Robinson. Et on ne veut jamais voir cela se produire, mais on a tous des tas d'exemples de gars qui n'ont pas réussi. On se demande toujours pourquoi un tel ou un tel n'a pas connu plus de succès. Je n'ai pas d'explication à cela. Je ne comprends pas pourquoi cela se produit. Je ne dis pas que c'est le cas de Reames, mais...*»

Reames fait preuve d'un peu plus de sérieux cette saison. Il sait qu'il pourrait faire partie d'une équipe capable de surprendre. «*Nous aurons une bonne formation, dit-il. Nous avons sensiblement la même formation que l'an dernier. Nous serons très compétitifs.*»

## Le voyage de Brisebois plonge le Canadien dans l'embarras

FRANÇOIS LEMENU  
PRESSE CANADIENNE

Une nouvelle controverse vient de frapper le Canadien. Après l'histoire des gardiens de but, voilà que la direction de l'équipe doit maintenant gérer le «dossier Patrice Brisebois».

Le défenseur du Tricolore a mis le Canadien dans l'embarras après être rentré d'un voyage-éclair en Europe dimanche sans avoir prévenu la direction de ses intentions de s'évader de Montréal durant quelques jours. C'est en prenant connaissance d'un article publié hier dans le quotidien *La Presse* que le directeur général André Savard a appris que Brisebois s'était offert quelques jours de vacances outre-mer.

Savard a refusé de rencontrer les médias. Le vice-président, communications et relations communautaires, Donald Beauchamp, s'est fait le porte-parole de l'organisation. Il a rappelé que le D' David Mulder a recommandé à Brisebois de prendre une semaine de repos après que le défenseur eut souffert d'arythmie cardiaque il y a dix jours à Toronto.

«*Brisebois devrait être examiné de nouveau au*

cours de la semaine. Le processus suit son cours», a déclaré Beauchamp.

Brisebois a ressenti des malaises à la poitrine quelques heures avant le match que le Canadien a livré aux Maple Leafs de Toronto, le 8 février dernier. Il a été aussitôt hospitalisé à Toronto où il a passé la nuit. Le D' Mulder lui a alors prescrit une semaine de repos. Mercredi, Brisebois s'est envolé vers Paris sans prévenir Savard ou le D' Mulder. Il est rentré de Paris dimanche, ayant pris le même vol que les chanteuses Linda Lemay et Natasha St-Pierre, lauréates lors de la soirée des Victoires.

«*Nous l'avons appris en lisant le journal*», a reconnu Beauchamp.

## La grogne du public

Cette histoire risque d'indisposer le public. Encore cette année, une partie de la foule a pris en grippe le défenseur de 32 ans en raison de son rendement plus qu'ordinaire. On peut penser que la réaction de la foule sera encore plus intransigeante à son retour au jeu. Cela pourrait évidemment déranger l'équipe qui est engagée dans une

cours pour une place dans les séries.

Lors de son point de presse, l'entraîneur Claude Julien a voulu se faire rassurant.

«*Le D' Mulder lui a donné un repos d'une semaine, a-t-il rappelé à son tour. Comme entraîneur, je veux m'assurer qu'il va revenir en santé afin d'aider l'équipe.*»

«*On sait qu'il sera réévalué cette semaine. Un Patrice Brisebois à son meilleur représente une grosse partie de notre équipe*», a-t-il ajouté.

## Une transaction?

Quoi qu'il en soit, l'avenir de Brisebois à Montréal est de plus en plus remis en question. La solution facile serait de l'échanger avant le 11 mars, date limite des transactions. Sauf qu'il détient un contrat de quatre ans surprieur à 16 millions \$US. De plus, Savard voudra obtenir un défenseur capable de jouer un rôle similaire. Dans le contexte actuel, le transfert de Brisebois semble difficile à réaliser.

Il y a quelques semaines, Brisebois a mis en vente sa maison de Ville Mont-Royal. Il n'y a jamais de fu-

## HOCKEY

## ASSOCIATION DE L'EST

Section Nord-Est					
	G	P	NDP	BP	Pts
Ottawa	37	15	7	1	191 131 82
Toronto	32	21	4	1	165 140 69
Boston	28	23	5	2	171 162 63
Montréal	24	23	7	6	157 172 61
Buffalo	16	29	7	5	125 156 44

## Section Atlantique

New Jersey	35	15	3	4	148 111 77
Philadelphie	30	16	10	2	134 123 72
N.Y. Islanders	27	23	5	2	156 160 61
Pittsburgh	23	26	4	5	149 167 55
N.Y. Rangers	23	30	7	5	157 189 55

## Section Sud-Est

Washington	28	23	7	3	170 160 66
Tampa Bay	24	21	9	5	164 167 62
Floride	16	22	11	9	135 175 52
Caroline	18	28	7	6	126 168 49
Atlanta	20	30	4	4	157 207 48

## ASSOCIATION DE L'OUEST

## Section Centrale

St. Louis	31	16	8	5	194 157 75
Detroit	30	17	9	2	172 146 71
Chicago	24	23	10	3	147 145 61
Nashville	21	24	9	4	135 149 52
Columbus	22	27	6	2	156 175 55

## Section Nord-Ouest

Vancouver	33	16	9	0	176 147 75
Colorado	27	14	11	6	169 143 71
Minnesota	29	21	8	1	141 129 67
Edmonton	26	20	6	6	158 157 64
Calgary	18	29	9	4	132 174 49

## Section Pacifique

Dallas	34	12	12	1	180 117 81
Anaheim	27	20	7	4	144 142 65
Los Angeles	24	26	4	4	150 159 56
Phoenix	21	25	7	4	142 156 53
San Jose	21	26	6	5	156 173 53

## Hier

Ottawa 3 N.Y. Rangers 2
St. Louis 5 Calgary 3
Atlanta 4 Buffalo 3 (P)
Tampa Bay 3 Washington 1
Nashville 5 Boston 1
Colorado 5 Chicago 4
San Jose à Los Angeles
N.Y. Islanders à Anaheim

## Aujourd'hui

New Jersey à Philadelphie, 19h
Caroline à Toronto, 19h30
Floride à Montréal, 19h30
Edmonton à Pittsburgh, 19h30
Vancouver à Detroit, 19h30
Columbus à Phoenix, 21h

## EN BREF

## Baseball: Greg Maddux accepte un contrat record

Kissimmee, Floride (AP) — Greg Maddux a accepté hier le plus riche contrat d'un an dans l'histoire du baseball, une entente de 14,75 millions \$ des Braves d'Atlanta, évitant l'arbitrage prévu plus tard cette semaine. Maddux est devenu autonome à la fin de la dernière saison, puis il a accepté l'offre d'arbitrage des Braves, en décembre. Il demandait 16 millions, le montant le plus élevé dans l'histoire de l'arbitrage, et les Braves lui offraient 13,5 millions. L'audition de sa cause devait avoir lieu jeudi à St. Petersburg, en Floride. Le record pour un contrat d'un an avait été établi par le lanceur David Cone, qui avait conclu une entente de 12 millions \$ des Yankees de New York, en 2000. «*Nous sommes ravis d'avoir trouvé une solution et de pouvoir mettre l'accent maintenant sur son travail au monticule et sa contribution aux succès de l'équipe*», a dit le directeur général des Braves, John Schuerholz. Maddux, qui aura 37 ans en avril, a affiché un dossier de 16-6 et une moyenne de points mérités de 2,62 la saison dernière. Il a égalé une marque de Cy Young en devenant un des deux lanceurs dans l'histoire à remporter au moins 15 victoires dans 15 saisons d'affilée. En 2002, Maddux a gagné 13,1 millions \$ lors de la dernière saison d'un contrat de cinq ans d'une valeur de 57,5 millions. Si Maddux s'était présenté en arbitrage, qu'il gagne ou perde sa cause, il aurait battu la marque établie par le voltigeur Andruw Jones, qui l'avait emporté contre les Braves d'Atlanta, il y a deux ans.